



# 2021

## MAURITANIE

INDICE DE L'ENGAGEMENT  
À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS (ERI)





# MAURITANIE

QUATRIÈME PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST LE PLUS ENGAGÉ À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

- 1 TOGO
- 2 CAP-VERT
- 3 GHANA
- 4 MAURITANIE
- 5 MALI
- 6 BENIN
- 7 SÉNÉGAL
- 8 GAMBIE
- 9 BURKINA FASO
- 10 GUINÉE
- 11 CÔTE D'IVOIRE
- 12 NIGER
- 13 SIERRA LEONE
- 14 GUINÉE-BISSAU
- 15 LIBERIA
- 16 NIGERIA



La Mauritanie se trouve avec un niveau d'inégalité de revenus relativement bas et en baisse, mais qui néanmoins réduit la croissance du PIB et bloque le progrès vers l'élimination de la pauvreté en 2030. Les 10 % les plus riches détiennent 40 % des revenus, plus de 2 fois la part des 50 % les plus pauvres (18 %).



## LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS PENDANT LE COVID

La Mauritanie n'était pas très bien préparé pour affronter la COVID-19. Le pays n'atteignait que 41% de couverture sanitaire, et 57 % des ouvriers étaient sans contrat, et donc n'avait aucun droit aux indemnités de maladie.



## SERVICES PUBLICS

La part du budget alloué à l'éducation était de 16,9 % en 2017, 8<sup>e</sup> en CEDEAO+<sup>[1]</sup>, mais a baissé jusqu'à 14,6% en 2019, bien en dessous de l'objectif mondial de 20 %. Le pays ne dépensait que 6,6 % de son budget sur la santé en 2017 et 7 % en 2019, se classant 10<sup>e</sup> au sein de la CEDEAO+.



## FISCALITÉ

La Mauritanie se positionne 9<sup>e</sup> de la CEDEAO+ et 91<sup>e</sup> mondial avec une structure de la fiscalité relativement progressive. Cependant, la collecte dépend trop des impôts indirects (TVA), aggravant les inégalités de revenus.



## POLITIQUE DU TRAVAIL

La Mauritanie est mal notée au niveau mondial (108<sup>e</sup>) mais elle arrive 2<sup>e</sup> au sein de la CEDEAO+. Les droits formels ne s'appliquent qu'à 43 % des travailleurs, rendant l'inégalité des salaires élevée.



## AGRICULTURE

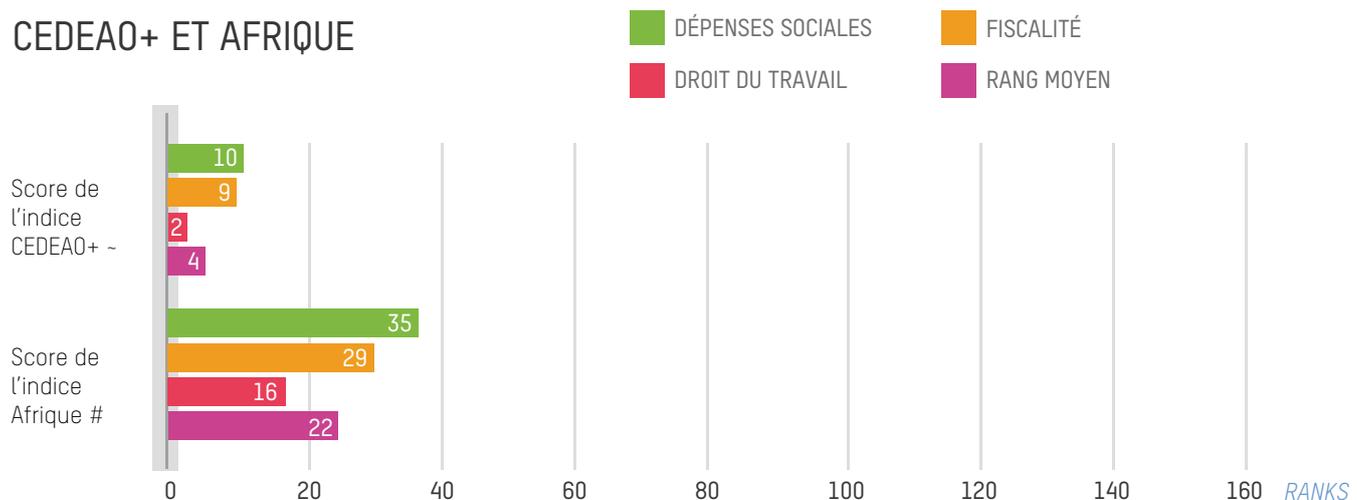
La part de l'agriculture dans le PIB du pays a beaucoup baissé depuis 1991, et n'atteint que 18,7 %. <sup>[ii]</sup> Seul 32 % de la population dépend du secteur pour leur emploi, <sup>[iii]</sup> mais la pauvreté reste principalement dans les zones rurales.



## LA DETTE ET LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

En 2019, le service de la dette représentait déjà 34 % des recettes du pays. La crise a réduit les recettes et a augmenté les nouveaux emprunts ce qui élève le ratio service/recettes à 44 %.

### CEDEAO+ ET AFRIQUE



#### Reference

- i 15 États membres de la CEDEAO + Mauritanie
- ii <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=MR>
- iii <https://ilostat.ilo.org/data/country-profiles/>

# MAURITANIE

## PROFIL DU PAYS – INDICE IERI CEDEAO+<sup>1</sup>

En Mauritanie, le niveau d'inégalité de revenus est relativement faible et continue de baisser. Néanmoins, il limite la croissance du PIB et entrave la réalisation de l'objectif d'élimination de la pauvreté d'ici 2030. En matière d'engagement pour lutter contre les inégalités, le pays arrive seulement en 122<sup>e</sup> position au niveau mondial.

Concernant les services publics, la part du budget allouée à ce secteur est bien inférieure aux normes mondiales et régionales ; c'est pourquoi les montants dépensés par habitant sont faibles et l'impact sur l'accès aux services et sur les inégalités de revenus reste insuffisant. Pour ce qui est de la fiscalité, la législation n'est pas très progressive et la collecte dépend trop des impôts indirects (TVA), ce qui réduit l'impact sur les inégalités. Dans le domaine du travail, les politiques sont relativement faibles et les droits formels ne s'appliquent qu'à 43 % du personnel ouvrier, ce qui produit une importante inégalité salariale.

Le budget de l'agriculture est bien inférieur à celui de l'objectif PDDAA de 10 %, la répartition des ressources entre petites et grandes exploitations agricoles et l'impact sur la réduction de l'insécurité alimentaire restent à vérifier. La réponse fiscale à la COVID a été forte, et le Programme prioritaire du Président prévoit une hausse significative des dépenses sociales. Néanmoins, le fardeau très lourd de la dette réduit significativement les dépenses sociales, tandis que les programmes du FMI et de la Banque mondiale ont eu très peu d'impact sur les inégalités et n'ont pas provoqué de changements politiques majeurs. Un renforcement des mesures de lutte contre les inégalités (voir section 4) accompagné d'un allègement significatif de la dette, seraient essentiels pour éliminer la pauvreté et assurer une croissance accélérée jusqu'en 2030.

# 1

## PROFIL DE L'INÉGALITÉ DES REVENUS

La Mauritanie a le niveau d'inégalités de revenus le plus bas de la zone CEDEAO+, son coefficient de Gini étant 0,326 et son ratio Palma (ratio des revenus des 10 % les plus aisés comparés avec ceux des 40 % les plus pauvres) de 1,28. Elle se classe 37<sup>e</sup> sur 158 pays au niveau mondial. Les inégalités ont considérablement baissé (de 20%) entre 2004 et 2014.<sup>2</sup> Toutefois, selon le FMI, un tel niveau d'inégalité réduit la croissance PIB de plus de 0,5 % par an.<sup>3</sup>

En termes de concentration des revenus, les 10 % les plus riches détiennent 40 % des revenus, soit plus du double des revenus des 50 % les plus pauvres (18 %). En outre, 33 % de la population vivait en situation d'extrême pauvreté en 2017, notamment dans les zones rurales.<sup>4</sup>

# 2

## POLITIQUES CLEFS CONTRE LES INÉGALITÉS – CONSTATS DE L'IERI

La 3<sup>e</sup> édition de l'IERI note 158 gouvernements selon leur Engagement à Réduire les Inégalités. Elle mesure trois domaines d'intervention qui ont réduit les inégalités significativement dans d'autres pays : 1) les Services publics ; 2) la Fiscalité et 3) les Droits/Conditions de travail.<sup>5</sup> Le Tableau 1 ci-dessous montre la performance de la Mauritanie selon l'IERI.

### NOTATION IERI: GLOBAL, CEDEAO+ ET AFRIQUE

	SERVICES PUBLICS	FISCALITÉ	TRAVAIL	RANG MOYEN
SCORE DE L'INDICE CEDEAO+ ~	#10	#9	#2	#4
SCORE DE L'INDICE AFRIQUE #	#35	#29	#16	#22
SCORE DE L'INDICE MONDIAL *	#139	#91	#108	#122

\* PARMIS 158 PAYS. ~ PARMIS 15 PAYS CEDEAO+ MAURITANIE # MAURITANIE # PARMIS LES 47 PAYS AFRICAINS (à l'exception de 7 pays pour lesquels les données ne sont pas disponibles)

La notation de la Mauritanie reste relativement faible : 122<sup>e</sup> au niveau mondial, 22<sup>e</sup> en Afrique mais 4<sup>e</sup> en CEDEAO+ (il convient de rappeler le fait que les pays de la région sont relativement mal notés). Sa performance est plus forte dans le domaine de la fiscalité (91<sup>e</sup>) que dans ceux des services publics (139<sup>e</sup>) et du travail (108<sup>e</sup>). Depuis le classement de l'IERI de 2018, la Mauritanie a reculé de 19 places, principalement parce que la méthodologie de l'IERI inclut dorénavant l'impact des dépenses publiques sur l'accès aux services, notamment pour les populations pauvres.

## 2a PILIER SERVICES PUBLICS

La Mauritanie arrive 139<sup>e</sup> au niveau mondial et 10<sup>e</sup> en CEDEAO+. Les parts du budget et du PIB allouées aux services publics (en %) sont faibles (mis à part celles relatives aux pensions). Elles sont en diminution et depuis 2017 au profit des infrastructures et de la dette, jugées plus prioritaires. En conséquence, les montants dépensés par habitant sont faibles et l'impact sur l'accès aux services et sur les inégalités est moyen.

### ● ÉDUCATION

La part du budget allouée à l'éducation était de 16,9 % en 2017, classant la Mauritanie en 8<sup>e</sup> position en CEDEAO+, mais elle a chuté à 14,6 % en 2019, bien en dessous de l'objectif mondial de 20 %. Le montant dépensé par habitant reste relativement faible et sa distribution ne favorise pas les plus pauvres : seulement 6,6 % des enfants les plus pauvres terminaient leurs études secondaires en 2015.

### ● SANTÉ

En 2017, le pays ne dépensait que 6,6 % de son budget pour la santé (contre 7 % en 2019). Il se classe 10<sup>e</sup> en CEDEAO+ et est très loin de l'objectif africain de 15 % fixé au sommet d'Abuja en 2002. Les montants dépensés sont très insuffisants, la couverture sanitaire universelle n'atteint que 41 % de la population, et 11,7 % des ménages sont contraints à des dépenses « catastrophiques ».

### ● PROTECTION SOCIALE

La part du budget n'était que 0,7 % en 2019 (16<sup>e</sup> en CEDEAO+). Elle couvre uniquement 9,3 % des seniors bénéficiaires de pensions.<sup>6</sup> Le pays reste donc très loin de l'ODD de couverture universelle fixé pour 2030.

### ● IMPACT SUR L'INÉGALITÉ DES REVENUS

Les estimations de l'IERI indiquent que les dépenses dans les services publics permettent de réduire les inégalités que de 4,3 %. Il est impératif que le pays commande une analyse pour évaluer plus en détail l'impact des dépenses publiques sur les inégalités, auprès de la Banque mondiale et de l'Université de Tulane.<sup>7</sup>

La Mauritanie se place 9<sup>e</sup> en CEDEAO+ et 91<sup>e</sup> au niveau mondial. La politique fiscale est relativement progressive, mais la collecte dépend trop des impôts indirects (TVA).

### ● POLITIQUE FISCALE PROGRESSIVE

L'impôt de 25 % perçu sur le revenu des entreprises est inférieur à la moyenne africaine et en CEDEAO+ qui est de 28 %. Le taux d'imposition maximal pour les revenus des individus est de 40 %, légèrement supérieur à la moyenne mondiale de 31,2 %. Le taux de TVA, fixé à 16 %, est relativement bas (11<sup>e</sup> dans la région); il comprend des exonérations pour les produits alimentaires de base, mais ne fixe pas un seuil d'imposition relativement élevé qui permettrait d'exonérer les petites entreprises et de réduire les inégalités. L'impôt sur le patrimoine représente 2,9 % des recettes fiscales, soit un niveau relativement élevé pour la région, il concerne principalement les biens immobiliers.<sup>9</sup>

### ● COLLECTE DES RECETTES

En Mauritanie le taux de collecte des recettes est élevé (4e) par rapport à celui des autres pays de la CEDEAO+. Toutefois, il est bien plus important pour les impôts sur les revenus des entreprises et des individus que pour la TVA, en raison des exonérations accordées aux grandes entreprises et aux déductions réclamées par les classes riches : les pertes de recettes résultant de ces pratiques atteignaient 8,9 % du PIB en 2013.<sup>10</sup> Ainsi, la collecte de recettes, progressive en théorie, l'est beaucoup moins dans la réalité.

### ● IMPACT DE LA FISCALITÉ SUR L'INÉGALITÉ

Selon nos estimations, compte tenu de la dépendance du pays aux impôts indirects, l'impact de la fiscalité pourrait même être régressif et aggraver les inégalités de revenus. Il est impératif de faire une analyse de l'incidence des politiques fiscales sur les inégalités<sup>11</sup> et de prendre des mesures pour rendre la fiscalité plus progressive.

## 2c POLITIQUE LIÉES AU TRAVAIL

La Mauritanie est mal notée au niveau mondial (108<sup>e</sup>), mais 2<sup>e</sup> en CEDEAO+. Ses politiques (notamment celles relatives aux droits des syndicats) sont relativement faibles, les droits formels ne s'appliquent qu'à 43 % des travailleurs/euses, ce qui aggrave les inégalités salariales.

### ● DROITS DES SYNDICATS ET TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

La Mauritanie était classée 117<sup>e</sup> au niveau mondial en 2017 pour cet indicateur, qui mesure le respect légal et effectif des conventions du BIT sur les droits des travailleurs/euses, en relevant principalement les lacunes dans les lois.<sup>12</sup>

### ● DROITS DES FEMMES

Le pays arrive seulement au 120<sup>e</sup> rang mondial et se classe 12<sup>e</sup> en CEDEAO+. Il dispose d'une bonne législation sur l'égalité salariale, la non-discrimination et le viol, mais il n'y a aucune loi sur le harcèlement sexuel. Le nombre de jours de congé parental (98) est moyen pour la région, mais le congé de paternité n'existe pas.

### ● SALAIRE MINIMUM

Le SMIG, rapporté au PIB par habitant, est moyen (8<sup>e</sup> en CEDEAO+), mais il n'a pas été mis à jour depuis 2011. En outre, des doutes persistent quant à l'application de cette loi par les entreprises, étant donné que seulement 43 % de la population a un contrat de travail.

### ● COUVERTURE DES DROITS DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

Seul 43 % des effectifs disposent des droits susmentionnés, car 57 % ont un emploi vulnérable (exploitations agricoles familiales et informelles), ou sont au chômage. Ce pourcentage est relativement élevé (2<sup>e</sup>) en CEDEAO+, mais la Mauritanie est 109<sup>e</sup> au niveau mondial.

### ● INÉGALITÉ DES SALAIRES

Selon les estimations du BIT, la Mauritanie est le 108<sup>e</sup> pays le plus inégalitaire au monde en termes de salaires, et a un indice de Gini de 0,57, dû en partie au montant plus bas du SMIG.

# 3

## AUTRES POLITIQUES AYANT UN IMPACT SUR LES INÉGALITÉS EN MAURITANIE

### INVESTISSEMENTS POUR APPUYER LES PETITS AGRICULTEURS

La part de l'agriculture dans le PIB du pays a considérablement baissé depuis 1991 et a chuté à 18,7 %.<sup>13</sup> Ce secteur emploie seulement 32 % de la population,<sup>14</sup> mais la pauvreté persiste principalement dans les zones rurales. Entre 25 % et 30 % de la population est confrontée à l'insécurité alimentaire pendant la saison sèche.<sup>15</sup> En 2014, les pays africains ont adhéré au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), qui demandait aux gouvernements d'augmenter la part de l'agriculture dans le PIB pour atteindre 10 %. En Mauritanie, elle n'était que de 6,8 % en 2019 (5e en CEDEAO+), loin de l'objectif fixé par le PDDAA.<sup>16</sup> Il reste impossible de distinguer la part attribuée aux petites exploitations, ou aux cultures alimentaires, celles-ci ne sont pas présentés séparément dans le budget.

### LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS PENDANT LA CRISE DE LA COVID

Comme la plupart des pays, la Mauritanie n'était pas bien préparée pour affronter la crise de la COVID-19. Seulement 41 % de la population bénéficiait de la couverture sanitaire universelle, tandis que 57 % du personnel ouvrier étaient sans contrat et n'avaient donc pas droit aux indemnités de maladie. Toutefois, la réponse du gouvernement a été relativement efficace, avec une fermeture rapide du pays et un faible nombre de cas (35 515) et de décès (766).<sup>17</sup> Sur le plan économique, l'impact de la COVID a fait baisser la croissance du PIB à -2,2 % en 2020, contre une croissance moyenne récente de 3,7 %.<sup>18</sup>

Le gouvernement a présenté le programme de dépenses le plus ambitieux de la région, 5 % du PIB a été alloué à la lutte contre la COVID. Sur cette somme, 12 % étaient dédiés à la santé, 44 % à la protection sociale et 44 % au soutien à l'économie.<sup>19</sup> Il a réduit les autres dépenses qui ne représentent que 1,2 % du PIB pour favoriser la création de l'espace fiscal en 2020, mais des problèmes d'exécution ont limité les dépenses actuelles contre la COVID à 3,8 % du PIB. À la fin de l'année 2020, le gouvernement a aussi publié un Programme prioritaire du Président pour accélérer la reprise économique en 2021-2022, avec des dépenses additionnelles de 3,1 % en 2021. Un tiers de ces dépenses sera consacré aux services publics (éducation, santé et protection sociale), un tiers aux infrastructures de base et un tiers au soutien à l'économie.<sup>20</sup>

## LA DETTE ET LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

Avant la COVID, le fardeau de la dette était déjà jugé « haut » par le FMI et la Banque mondiale<sup>21</sup>, avec un ratio dette/PIB de 97,8 % (87,2 % de dette extérieure et 10,6 % de dette intérieure). Mais le ratio service/recettes (hors dons) était déjà de 34 % en 2019. De plus, ce service représentait plus du triple du budget de l'éducation, six fois celui de la santé et de l'agriculture et dix fois celui de la protection sociale.<sup>22</sup> La crise a réduit les recettes et augmenté les nouveaux emprunts : un nouveau calcul du PIB a réduit le ratio dette/PIB à 66 % en 2021, mais le ratio service/recettes a atteint 43 %.<sup>23</sup> Le gouvernement a opté pour l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI) du G20 (qui fixe une épargne de 1,6 % du PIB en 2020 et 2,3 % en 2021<sup>24</sup>), il a également annulé son service auprès du FMI pour l'année 2020-2021. Un allègement bien plus significatif de la dette serait essentiel pour le financement des dépenses ODD.

Quel a été le rôle du FMI et de la Banque mondiale, institutions mandatées par le G20 pour diriger la réponse financière mondiale à la pandémie ? La Mauritanie a reçu 206 millions de dollars du FMI (en prêts FEC et FCR) et 77 millions de dollars de la Banque mondiale. Le programme FEC du FMI prévoit une consolidation fiscale de 2,3 % du PIB entre 2022 et 2026, ce qui entraînera des réductions des dépenses de 3,3 % du PIB, mais celles-ci seront toujours plus élevées de 3 % par rapport à 2019. Ce programme prévoit aussi une hausse des dépenses sociales pour les faire passer de 16 % en 2021 à 34 % en 2026. Les mesures fiscales envisagées mettent l'accent sur le renforcement des audits, notamment dans le secteur extractif.<sup>25</sup>

Le diagnostic pays publié par la Banque mondiale en 2017 met en avant la réduction de la pauvreté et des inégalités d'accès à la terre et aux services sociaux. Il ne contient aucune analyse de l'incidence des dépenses et des impôts sur les inégalités et souligne le besoin d'élargir l'accès équitable à la terre, réduire les prix des produits alimentaires et renforcer l'efficacité des dépenses sociales.<sup>26</sup>

# 4

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Selon les constats de l'IERI, il faut saluer les efforts déployés par le gouvernement pour créer un système fiscal relativement progressif et collecter plus de recettes. Il est néanmoins urgent de prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre les inégalités, notamment :

### SERVICES PUBLICS

- Garantir une augmentation rapide des budgets alloués à l'éducation, à la santé et à la protection sociale pour qu'ils atteignent respectivement 20 %, 15 % et 10 % du PIB.
- Accélérer les progrès en matière d'ODD en garantissant une scolarité secondaire complète pour que les enfants les plus pauvres ; une couverture sanitaire universelle ; une élimination des dépenses « catastrophiques », ainsi qu'une protection sociale universelle pour les personnes âgées, handicapées et au chômage, les mères et les enfants.

### FISCALITÉ

- Augmenter le taux d'imposition sur les revenus des entreprises à 28 %, taux moyen en CEDEAO+.
- Renforcer la taxation du patrimoine (biens fonciers, héritages et gains de capital).
- Renforcer la collecte des impôts directs, notamment dans le secteur extractif et réduire fortement les exonérations fiscales à 9 % du PIB.
- Lancer une analyse de l'incidence des impôts sur les inégalités et la pauvreté, pour ensuite prendre des mesures supplémentaires destinées à rendre la fiscalité plus progressive.

### POLITIQUES LIÉES AU TRAVAIL

- Comblent les lacunes juridiques relatives aux lois du travail pour renforcer le respect théorique et pratique des conventions mondiales du BIT.
- Passer une loi contre le harcèlement sexuel, augmenter le nombre de jours de congé de maternité et introduire un congé de paternité.
- Actualiser le SMIG et l'augmenter de 50 % pour compenser l'inflation en cours depuis 2011, élaborer un système d'actualisation qui tiendra compte des futurs taux de croissance nominale du PIB, et accroître les dépenses visant à assurer son application dans toutes les entreprises.

- Prendre des mesures pour formaliser davantage d'entreprises et garantir les droits et la protection sociale du personnel.

## AGRICULTURE

- Garantir une augmentation rapide des dépenses consacrées à l'agriculture pour atteindre l'objectif de 10 % du PDDAA, et s'assurer que ces dépenses sont allouées aux petites exploitations et aux produits alimentaires.

## DETTE ET IFIs

- Analyser les perspectives d'un allègement bien plus significatif de la dette, afin de libérer des sommes importantes pour les dépenses ODD.
- Garantir que le gouvernement, le FMI et la Banque mondiale mettent des mesures ciblées de réduction des inégalités au cœur de l'ensemble de leurs recommandations.

### Référence

- 1 15 États membres de la CEDEAO + Mauritanie
- 2 Banque Mondiale, site PovCalNet, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/povOnDemand.aspx>. Les derniers chiffres disponibles sont pour 2011, mais la Banque Mondiale a fait des estimations pour 2016 dans son diagnostic pays (note iii).
- 3 <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2017/03/28/Inequality-Overhang-44774>
- 4 <http://documents1.worldbank.org/curated/en/311841500256927016/pdf/MAU-SCD-06292017.pdf>
- 5 Pour de plus amples détails sur le rapport, veuillez consulter [www.inequalityindex.org/report](http://www.inequalityindex.org/report)
- 6 ILO World Social Protection Report 2017-19, Table B12, at <https://www.social-protection.org/gimi/gess/ShowWiki.action?id=594>. Ces données datent malheureusement de 2002. Les données plus récentes à la plateforme Protection Sociale du BIT indiquent une couverture plus basse de 8%. <https://www.social-protection.org/gimi/WSPDB.action?id=13>
- 7 Pour voir plus sur cette méthodologie, voir <https://commitmenttoequity.org/>
- 8 Source des données : base de données pour rapport CR11 2020. Moyenne de 158 pays. Voir [www.inequalityindex.org](http://www.inequalityindex.org)
- 9 <http://www.oecd.org/tax/tax-policy/revenue-statistics-in-africa-2617653x.htm>.
- 10 <https://www.giz.de/en/downloads/giz2013-fr-potrait-des-depenses-fiscales-en-Mauritanie.pdf>
- 11 Pour voir plus sur cette méthodologie, voir <https://commitmenttoequity.org/>
- 12 <http://labour-rights-indicators.la.psu.edu/country/country/478>. Cette analyse est en train d'être actualisée pour 2018-19.
- 13 <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=MR>
- 14 <https://ilostat.ilo.org/data/country-profiles/>
- 15 [https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ep/wfp269077.pdf?\\_ga=2.145098417.442450116.1617626415-2126198457.1613723857](https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ep/wfp269077.pdf?_ga=2.145098417.442450116.1617626415-2126198457.1613723857)
- 16 Source: <https://www.cabri-sbo.org/en/documents/finance-act-national-budget-for-the-year-2019>
- 17 Chiffres du 21 septembre @ [www.coronavirus.jhu.edu](http://www.coronavirus.jhu.edu)
- 18 <https://www.imf.org/en/Publications/REO/MECA/Issues/2021/04/11/regional-economic-outlook-middle-east-central-asia>
- 19 <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/09/16/Islamic-Republic-of-Mauritania-Fifth-Review-Under-the-Extended-Credit-Facility-Arrangement-49745>
- 20 <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/03/11/Islamic-Republic-of-Mauritania-Sixth-Review-Under-the-Extended-Credit-Facility-Arrangement-50255>
- 21 <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/05/31/Islamic-Republic-of-Mauritania-Third-Review-Under-the-Extended-Credit-Facility-Arrangement-46953>
- 22 <https://www.governmentspendingwatch.org/spending-data>
- 23 <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/03/11/Islamic-Republic-of-Mauritania-Sixth-Review-Under-the-Extended-Credit-Facility-Arrangement-50255>
- 24 <https://www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative>
- 25 Document FMI op. cit., note xix.
- 26 Voir document Banque Mondiale, op.cit., note iii.